

# RENCONTRES NATIONALES DE L'URBANISME DURABLE

## Penser l'équité des territoires

Les 3 et 4 novembre, les deuxièmes Rencontres nationales de l'urbanisme durable (RNUD), organisées par l'Ademe et le Groupe Moniteur, ont réuni à Paris 200 élus, urbanistes, aménageurs ou opérateurs autour du thème : «Maîtriser la consommation d'espace pour renforcer l'attractivité des territoires». Ces acteurs impliqués dans la construction de projets d'aménagement responsables auront en effet à affronter ces contradictions: un territoire peut-il être géré de manière durable sans exclure quiconque? La densification peut-elle juguler l'étalement urbain tout en préservant la qualité de vie des habitants? Débats et présentations ont exploré des pistes, proposé même des outils opérationnels. Avec souvent, en filigrane, cette préoccupation: permettre à tous d'être également armés pour répondre à ces enjeux.

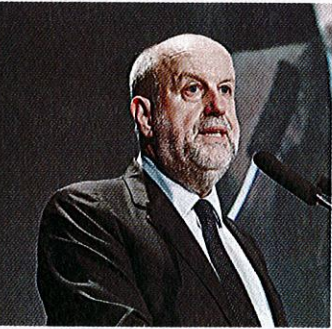
“ Parler des territoires en France nécessite de se défaire des pensées conflictuelles – les anti contre les pro-urbains – et des poncifs: l'urbain serait l'avant-garde; le suburbain, le lieu de l'exclusion; le périurbain, celui du nationalisme; le rural, le désert, etc. Au contraire, il faut élargir la réflexion et appréhender la totalité du territoire. Or, aujourd'hui, les 14 métropoles contemporaines concentrent le débat. Selon une vieille conception jacobine, celles-ci vont polariser les régions à l'image de Paris polarisant la nation.

Pourtant, on peut penser qu'entre 51 et 62% de la population française habite en territoire non urbain. De même, les communes de moins de 10 000 habitants, souvent très étendues, peuvent représenter au bas mot une surface cumulée de 90 % du territoire national. Alors si on arrêta de penser le territoire en termes d'aire d'influence urbaine, métropolitaine? Et si l'on reconnaissait l'interdépendance de toutes les spécificités des territoires, leur complémentarité, pour développer une équité? Revenons au territoire! »

PHILIPPE MADEC, architecte-urbaniste, grand témoin des RNUD



PHOTOS BRUNO LEVY/LE MONITEUR



« Maîtriser la consommation d'espace est un sujet exigeant mais incontournable: 80% des Français sont des urbains et l'étalement, la cause de bien des maux. Or les enjeux du renouvellement urbain reposent sur notre capacité à répondre à des demandes contradictoires: la protection des espaces et des ressources, la demande foncière croissante, l'accueil des plus vulnérables, un contexte de restriction des ressources financières. Mais l'ampleur de ces défis ne doit pas nous sidérer. »

BRUNO LÉCEVIN, président de l'Ademe

« L'Office national de la consommation des espaces agricoles (Oncea) a pour mission de quantifier ce phénomène d'évolution des territoires. Seulement, en France, il n'existe pas un mais plusieurs modes d'analyse, reposant sur des critères différents. Sur nos recommandations, la récente loi agricole a désigné l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) pour établir une base de données à l'échelle du territoire qui nous permettra d'établir des préconisations. »

FANNY DOMBRE-COSTE, députée de l'Hérault, présidente de l'Oncea



« Les sols, artificiels ou naturels, rendent de nombreux services. Pour optimiser leur utilisation, cette dimension pourrait être intégrée dans les documents d'urbanisme. Un projet de recherches a été mené à Gardanne (Bouches-du-Rhône): une couleur a été attribuée aux terrains par niveau de services rendus. Les priorités en termes de préservation ont ainsi été cartographiées. Le document n'a pas pu être pris en compte dans le PLU mais il démontre que la démarche est possible. »

ISABELLE FEIX, experte nationale Sols à l'Ademe



« Influer sur le foncier est un enjeu important mais complexe et les collectivités ne sont pas également armées pour cela. Le sujet ne s'étudie en effet pas dans les écoles mais s'apprend beaucoup sur le terrain. En Rhône-Alpes, nous avons mutualisé l'ingénierie en créant, en 2009, le Centre d'échanges et de ressources foncières (Cerf). Cette structure, ouverte à tous, accompagne les élus, propose des formations et, quand elle intervient sur un territoire, formule des propositions pragmatiques. »

SYBILLE THIRION, directrice du Cerf Rhône-Alpes

